

Marché n° 2022 1050 132 841
EJ court 180 007 16 30
notifié le 3 janvier 2023
réunion de lancement : 1^{er} février 2023

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
CAMILLE ESCUDE-JOFFRES – TANGUY SANDRE –
ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE – PIERRE THEVENOUX –
JEAN-PAUL VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME

avec le soutien de la



AIRBUS

Analyse de données satellitaires



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	4
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE.....	5
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	6
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	8
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME	9

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande : Jean-Paul Vanderlinden (CEARC), Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC)

Bloc Nordique et Russe : Florian Vidal

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques : Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge), Julia Tasse (IRIS)

Bloc États Observateurs et UE : Alexandre Taithe (FRS), Pierre Thevenoux (FRS), Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel : Alexandre Taithe (FRS), Pierre Thevenoux (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime : Hervé Baudu (ENSM)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Lors d'une conférence qui s'est tenue près de Washington DC aux **États-Unis**, Iris Ferguson, *Deputy Assistant Secretary of Defense for Arctic and Global Resilience*, a annoncé que le département de la Défense préparait une nouvelle mise à jour de la *National Strategy for the Arctic* parue en 2022 ([Defense.gov](#) ; [High North News](#), 5 avril). Celle-ci devrait être fortement influencée par les conséquences de la guerre en Ukraine, l'arrivée de la Finlande dans l'OTAN, celle probable de la Suède, ainsi que l'augmentation des moyens dans l'Arctique, qui a été une nouvelle fois demandée par la sénatrice d'Alaska Lisa Murkowski. Le commandant du *U.S. Northern Command*, le Général Glen VanHerck, a affirmé devant le Comité des Forces armées du Sénat que « **les États-Unis n'ont pas les infrastructures, les communications, et la capacité de répondre correctement pour défendre la région** » ([Gray](#), 1^{er} avril). Les armées américaines gardent toutefois le rythme des déploiements d'unités hors d'Alaska, notamment en Finlande (exercice Talvikotka) et en Suède (Aurora 23). ([Département De La Défense](#), 8 avril ; [Ministère des Armées suédois](#), 19 avril). Pour soutenir ces déploiements, 190 millions de dollars seront investis dans la construction de bâtiments et d'infrastructures sur la base aérienne norvégienne de Rygge ([NRK.no](#), 2 mars). Enfin, le (manque) de moyens arctiques de la Navy et sa capacité à contrer les activités russo-chinoises ont fait l'objet d'un échange tendu lors d'une audition menée par la membre du Congrès Betty McCollum. Le chef des opérations navales de la Navy, Mike Gilday, a en effet affirmé que l'achat de brise-glaces par la Navy n'était pas une obligation, soulignant que cela relevait de la responsabilité de la Garde côtière, qui, selon un récent rapport, ne devrait pas recevoir ses deux brise-glaces lourds avant 2026, voire 2027. Or, le chantier naval VT Halter Marine devrait être racheté, pour une somme dérisoire, par Bollinger Shipyards, rendant la suite de ce projet incertaine et repoussant encore la date de livraison de ces navires, indispensables aux USCG, qui n'ont plus qu'un seul brise-glace opérationnel et vieillissant ([gCaptain](#), 1^{er} avril ; [rapport du GAO sur les brise-glaces](#)). Pour pallier ce problème, l'USCG a redemandé 150 millions de dollars pour l'achat du brise-glace civil *Aiviq*, détenu par Edison Chouest Offshore ([Military.com](#), 19 avril).

La récente fuite de documents classifiés américains, nommée "Discord Leaks", a eu des répercussions au **Canada**. En effet, selon l'un de ces documents, Trudeau a indiqué que le Canada n'atteindrait jamais l'objectif de dépenses de l'alliance militaire de l'OTAN, malgré la pression des États-Unis ([The Washington Post](#), 19 avril). Par ailleurs, ce même document précise que **le manque d'infrastructures militaires dans le Nord canadien est source de tensions avec les alliés et les partenaires de la défense** ([Eye On the Arctic](#), 20 avril). Ces fuites ont été révélées dans un contexte de révision de la politique de Défense du Canada. Quelques jours avant cette fuite, une source avait ainsi fait part de l'intérêt de la Marine Royale canadienne d'acquérir 12 sous-marins nucléaires pour ses eaux arctiques, d'une valeur de 60 milliards de dollars ([Frontier India](#), 8 avril). Par ailleurs, une lettre ouverte, signée par « plus de 60 des anciens hauts responsables de la sécurité, commandants militaires et politiciens » canadiens, presse le fédéral de prendre plus au sérieux la sécurité et la défense nationales et de stopper les coupes budgétaires successives depuis la fin de la Guerre froide ([Eye On the Arctic](#), 17 avril).

Au Nord du **Groenland**, la base militaire américaine *Thule Air Base*, au sud de Qaanaaq, vient d'être renommée *Pituffik Space Base*. « *J'espère que cette journée servira d'exemple de la capacité des grandes nations à écouter leurs voisins, même les plus petits* », a déclaré M. Motzfeldt, la ministre groenlandaise des Affaires étrangères, de l'Économie et du Commerce ([Eye On The Arctic](#), 11 avril). Pour Sara Olsvig, présidente de l'*Inuit Circumpolar Council* (ICC), il s'agit d'un symbole important qui mérite d'être accompagné d'une reconnaissance accrue du déplacement forcé de 187 inughuits (inuits du Nord-Ouest du Groenland) lors de l'agrandissement de la base militaire en 1953 ([Sermitsiaq](#), 6 avril ; [Sermitsiaq](#), 7 avril). À l'instar des autres membres du Conseil de l'Arctique, Lars Løkke Rasmussen, le ministre des Affaires étrangères danois, a annoncé qu'il ne participerait pas physiquement à la réunion ministérielle qui se tient le 11 mai à Salekhard (Russie) ; Thomas Winkler, Ambassadeur de l'Arctique danois, ainsi que les représentants des gouvernements des îles Féroé et du Groenland, y participeront néanmoins à distance ([Altinget](#), 17 avril). Le gouvernement des îles Féroé a mis en place un plan d'action visant à réduire sa dépendance vis-à-vis du Danemark d'ici quatre ans, la coalition au pouvoir vise une réduction de 25 millions de couronnes danoises par an de la subvention globale, qui devrait donc passer de 641 à 541 millions en 2026 ([Sermitsiaq](#), 4 avril).

L'**Islande**, dans un contexte de renforcement de la coopération entre pays alliés dans l'Atlantique Nord, a autorisé des sous-marins américains à effectuer des visites de services dans ses eaux, comme cela est déjà le cas en Norvège et au Danemark. La politique de sécurité nationale de l'Islande prévoyant que ses eaux territoriales restent exemptes d'armes nucléaires, ces sous-marins ne devront pas être équipés pour le transport d'armes nucléaires ([Eye On the Arctic](#), 19 avril).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Norvège-Russie : tensions diplomatiques après l'expulsion de 15 officiers de renseignement russes

Le 13 avril 2023, le ministère des Affaires étrangères norvégien a annoncé l'expulsion de 15 officiers de renseignement russes opérant sous le statut diplomatique. Cette décision intervient dans un contexte d'activités illégales croissantes sur le territoire norvégien. Ainsi, la ministre Anniken Huitfeldt justifie cette expulsion dans le but de « *contrer et réduire l'ampleur des activités des services de renseignement russes en Norvège et préserver ainsi les intérêts nationaux du pays* ». Preuve de cette défiance grandissante, la télévision publique norvégienne a révélé, le 26 avril, qu'Andrei Chemerilo, consul général russe à Barentsburg, serait un officier de renseignement.

Pour le ministère des Affaires étrangères russe, cette décision est perçue comme un acte d'hostilité délibéré à l'égard de la Russie. En réponse, Moscou a pris des mesures miroirs en procédant à l'expulsion de 10 diplomates norvégiens, soit la moitié de la représentation diplomatique présente sur le sol russe. Suite à la convocation de l'ambassadeur norvégien Robert Kvile, le ministère des Affaires étrangères russe a indiqué que le pays pourrait appliquer des mesures restrictives additionnelles, en particulier un contrôle renforcé des citoyens russes recrutés et employés par l'ambassade à Moscou et le consulat général à Saint-Petersbourg ([Communiqué du ministère des Affaires étrangères norvégien](#), 13 avril 2023 ; [Communiqué du ministère des Affaires étrangères russe](#), [14 avril 2023](#), [26 avril 2023](#) ; [thebarentsobserver](#) ; [NRK](#), 26 avril 2023).

Svalbard : vers un changement de modèle à Barentsburg ?

Les activités de la communauté russe à Barentsburg pourraient connaître une évolution sensible dans les années à venir. Le gouvernement russe réfléchit à revitaliser une communauté qui dépend du soutien financier de l'État fédéral alors que la guerre et le régime de sanctions à l'encontre de la Russie compliquent la gestion de Barentsburg. Dans ce contexte, Moscou souhaite développer une station de recherche scientifique internationale dans cette communauté de l'archipel du Svalbard. L'intention des autorités russes est d'inviter les pays membres du BRICS (Afrique du Sud, Brésil, Chine et Inde). Si un centre de recherche existe déjà sous la supervision de Trust Arktikugol, l'objet de cette proposition vise à améliorer le rayonnement international de Barentsburg en accueillant des chercheurs étrangers en provenance de pays non arctiques.

Par ailleurs, Trust Arktikugol a annoncé une diminution de la production du charbon de sa mine, principale activité économique de la petite communauté au Svalbard. Pour combler l'arrêt programmé à terme de l'extraction du charbon, peu rentable, le ministre du Développement de l'Extrême-Orient et de l'Arctique russe Alekseï Chekunkov a évoqué le tourisme comme une des priorités pour la diversification de l'économie locale. Malgré leur isolement diplomatique dans la région, les autorités russes se montrent confiantes pour générer des sources de revenus alternatives en promouvant Barentsburg comme destination touristique unique. Pour cela, Trust Arktikugol a entrepris l'agrandissement et la modernisation du musée pour valoriser un patrimoine qui compte jusqu'à 4 365 objets au total ([TASS](#), 6 avril 2023 ; [High North News](#), 21 avril 2023).

Opération aérienne russe en mer de Barents

En écho à la modernisation de la base aérienne de Rogachevo (cf. rubrique capacitaire ci-après), la Russie a déployé le 25 avril une flotte aérienne en mer de Barents comprenant notamment deux Tu-160 et trois avions de combat MiG-31. Cette démonstration au large du Finnmark, à l'extérieur de l'espace aérien norvégien, a mis en alerte les radars de la surveillance aérienne (*Quick Reaction Alert*) opérés par l'OTAN. L'aviation militaire norvégienne a en réaction identifié et photographié les appareils russes ([Izvestia](#), 17 avril 2023 ; [thebarentsobserver](#), 26 avril 2023).

États observateurs et Union européenne

La Lettonie candidate au poste d'observateur du Conseil de l'Arctique

Dans le cadre de relations tendues entre les pays baltiques et la Russie, la Lettonie attend la réponse à sa candidature comme membre observateur au Conseil de l'Arctique, déposée officiellement en décembre 2022. La question des observateurs au sein du Conseil de l'Arctique se pose de manière accrue, mais il est très peu probable que la réunion ministérielle de mai aborde la question des observateurs. Lors de la dernière réunion ministérielle qui s'était pourtant déroulée dans des conditions normales, les candidatures de l'Estonie, de l'Irlande et de la République Tchèque notamment avaient été laissées en suspens. Alliée et partenaire stratégique des États-Unis, la Lettonie a mis en avant les "relations spéciales" avec Washington, depuis l'indépendance de l'ancienne république socialiste en 1991. La Lettonie insiste également sur la violation du territoire ukrainien par la Russie (Polar Connection, 9 mai 2022). Le ministre des Affaires étrangères letton avait effectué en novembre 2021 une visite au Centre européen d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides sous les auspices de l'UE et de l'OTAN à Helsinki. La Lettonie n'a pas encore publié de stratégie arctique, mais a mis en place un Groupe de travail intergouvernemental sur les questions arctiques, qui doit préparer une Stratégie pour le grand nord. Les priorités sont l'environnement et le climat, le développement et les questions sociales (Polar Connection, 9 mai 2022). Cette candidature se place dans la lignée d'événements marquant l'intérêt croissant de la Lettonie pour ce poste, comme un séminaire ouvert en décembre 2022 par le ministère des Affaires étrangères letton intitulé "La Lettonie et l'Arctique" auquel était invité l'ambassadeur de Norvège en Lettonie qui a présenté la politique norvégienne et ses priorités pour la présidence d'Oslo du Conseil de l'Arctique à partir de mai 2023. La candidature de la Lettonie s'appuie sur le voisinage du pays avec la région Baltique, pour des raisons économiques, environnementales (Ministère des affaires étrangères de Lettonie, 15 décembre 2022) et sécuritaires (Polar Connection, 9 mai 2022). Les liens entre la région baltique et l'UE en termes d'infrastructures et de transports ont été soulignés (Ministère des Affaires étrangères de Lettonie, 10 novembre 2022).

Le renforcement des coopérations bilatérales entre États de l'Arctic 8 et des États observateurs : les exemples suisse et indien

Des représentants officiels des gouvernements groenlandais et suisse se sont rencontrés du 3 au 5 avril 2023, à Berne et dans d'autres cantons, afin d'évoquer leur collaboration bilatérale ([Swiss Polar Institute, 3 avril 2023](#)). Cet échange est le produit d'une initiative conjointe de 2022 du Swiss Polar Institute et du Greenland Research Council. L'intérêt de cette rencontre était de renforcer le dialogue, à la fois politique et scientifique, entre les deux États dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique et la prévention des risques qui en découlent. Les experts suisses ont pu partager par exemple leur compétence en termes de réaction face aux glissements de terrain en montagne ([Ministère des Ressources Minérales et de la Justice, 31 mars 2023](#)). En outre, les deux États ont annoncé organiser un forum d'échanges scientifiques qui a eu lieu au cours du mois d'avril 2023 ([Conseil Fédéral suisse, 3 avril 2023](#)).

Dans la même perspective de coopération bilatérale, un Mémoire d'Accord a été signé le 13 avril entre le Swiss Polar Institute, l'Université de Laval et l'Institut Nordique du Québec. L'idée est de promouvoir la coopération et instituer un dialogue régulier pour partager les différentes avancées scientifiques ([Swiss Polar Institute, 13 avril 2023](#)).

Ces deux exemples illustrent la volonté du gouvernement suisse, dernier État à avoir acquis le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Arctique, de développer ses relations bilatérales avec des pays arctiques.

À l'instar de la Suisse, l'Inde met aussi l'accent sur sa proximité avec les États arctiques et la coopération bilatérale ([Manohar Parrikar IDSA, 13 avril 2023](#)). Des liens forts avec la Russie, le Canada et les États-Unis sont notamment évoqués mais un potentiel dialogue entre États asiatiques, dans le but de coordonner leur action, demeure un objectif.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

L'adoption du traité international pour la protection de la haute-mer (BBNJ) accélère-t-il la possible mise en place d'aires marines protégées dans l'océan Arctique central ?

Le 4 mars 2023, après plusieurs années de négociations et presque deux décennies de pourparlers, le texte du traité international pour la protection de la haute-mer (BBNJ) a été rendu public. Ce traité vise à répondre à certains vides juridiques au sein de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) pour faciliter la mise en place d'outils permettant de protéger la biodiversité marine dans les eaux internationales, qui représentent 60% de la surface de l'océan. Parmi les axes de travail de ce traité, on trouve l'utilisation des ressources génétiques marines, les aires marines protégées et l'évaluation des impacts environnementaux.

Ce traité s'appliquera donc aux eaux internationales présentes dans l'Arctique. La possibilité que cet accord s'accompagne de la mise en place d'une institution de gouvernance ainsi que de contraintes en termes de surveillance a été suivie avec attention par les États arctiques, qui ont rappelé que la CNUDM constituait un cadre légal suffisant pour l'Arctique et qui se sont positionnés à l'encontre d'une institutionnalisation globale de ces enjeux (Islande, la Norvège, la Russie, les États-Unis mais aussi la Chine, le Japon ou encore la Corée du Sud).



**Carte des eaux internationales en Arctique telles que couvertes par l'accord sur la pêche
signé en 2018 (source : Secrétariat du Conseil de l'Arctique)**

Pourtant, ce traité peut être vu comme opportun, les activités humaines s'appuyant sur la biodiversité marine étant de plus en plus courantes dans les eaux internationales de l'Arctique. C'est d'ailleurs reconnu par les États arctiques eux-mêmes, puisque le *Central Arctic Ocean Fisheries Agreement* (CAOFA) adopté en 2018 et entré en vigueur en juin 2021¹ répond justement à la possibilité d'ouverture de saisons de pêche dans l'océan Arctique central² du fait du changement climatique et de la fonte de la banquise, en y imposant un moratoire sur la pêche commerciale de 16 ans.

¹ International Agreement to Prevent Unregulated Fishing in the High Seas of the Central Arctic Ocean, signé par le Canada, l'Islande, le Danemark, la Norvège, les États-Unis, la Russie, la Chine, le Japon, la Corée du Sud et l'Union européenne.

² La zone que l'on nomme océan Arctique central (CAO) couvre 2,8 millions de kilomètres-carrés et est bordée par les zones économiques exclusives des États-Unis, du Canada, de la Russie, du Danemark et de la Norvège (*Arctic Five*).

Les États arctiques se sont mobilisés pour la protection de la biodiversité, à travers ce texte ainsi que par des accords sur la pollution par hydrocarbures (2013), le trafic maritime dans le cadre du Code polaire de l'OMI, ou encore au sein du groupe de travail du Conseil de l'Arctique sur la Conservation de la Faune et Flore arctique (CAFF). Cependant, ces textes émanent tous de discussions entre États arctiques. L'accord BBNJ, en apposant une dimension internationale à toutes les eaux au-delà des ZEE, va à l'encontre de cette volonté de garder les enjeux arctiques régionalisés.

Ce traité pourrait également avoir d'autres conséquences : **la possibilité d'établir des aires marines protégées** (dont les mécanismes de surveillance et de contrôle restent à définir) ainsi que l'encadrement d'activités de recherche de ressources génétiques³ constituent deux éléments qui pourraient devenir des leviers politiques dans le Grand Nord. Ainsi, pour les aires marines protégées, on peut rappeler l'exemple de l'aire marine protégée de la mer de Ross en Antarctique, qui fut longtemps remise en question par la Russie et la Chine. Les discussions autour d'aires marines protégées en Arctique dans le cadre du BBNJ auront lieu au niveau de la CNUDM, y associant de fait bien plus d'acteurs. On pourrait donc assister, lors de la mise en application de ce traité, soit à une extension des modalités de gouvernance de l'Arctique et à une potentielle dé-régionalisation, ou bien à un renforcement de la gouvernance régionale arctique, par la création d'autres mécanismes juridiques sur la biodiversité (comme le CAOFA) où les États arctiques « garderaient le contrôle ».

Compte rendu de la conférence *High North Dialogue*

À trois semaines de la transition de présidence du Conseil de l'Arctique (CA) de la Russie à la Norvège, la conférence *High North Dialogue* qui se tient chaque année à Bodø, a eu lieu les 18-20 avril sans la présence des *Senior Arctic Officials* ([HND 2023](#)). Ce sont les ambassadeurs des États arctiques et de l'UE en Norvège qui ont participé à la place à l'habituel panel des SAO et ambassadeurs arctiques. La transition de présidence du CA était le centre des discussions sans que rien de nouveau ne soit révélé si près de la date. Les Norvégiens marchent sur des œufs, devant opérer une transition diplomatique avec la Russie tout en faisant face à des incidents d'espionnage russe sur leur territoire ([voir rubrique Nordiques et Russie ; NRK](#), 19 avril 2023). Le Premier ministre Jonas Gahr Støre – qui était ministre des Affaires étrangères lors de la création du High North centre et lorsque la Norvège a publié ses premières stratégies arctiques – a ouvert la conférence. À la fin du discours, un participant russe a pris la parole pour remettre au Premier ministre un rapport scientifique tout en disant qu'il envoyait ses salutations de Moscou de la part de l'ancien ambassadeur russe à Oslo et tenant à se faire photographier avec le ministre ([Dagbladet](#), 19 avril 2023).

Dans la session parallèle sur la Chine, une participante a posé la question de la participation de la Chine aux réunions du CA sous la présidence norvégienne en cas de non-participation russe, question sur laquelle l'ambassadeur chinois a botté en touche. Enfin deux sessions étaient organisées par des États membres de l'UE ayant une politique arctique. La première était organisée par l'Italie (avec la présence d'un représentant espagnol) sur la perspective du Sud de l'Europe. La deuxième, sur les tensions géopolitiques en Arctique depuis la guerre en Ukraine, était organisée par la Pologne. **Dans ces sessions, aucun panéliste représentant la France n'était présent et seule la Feuille de route française (FRNA) de 2016 a brièvement été mentionnée durant le panel sur le Sud. Ceci est une tendance constatée par Emilie Canova lors de ces observations participantes à 15 conférences arctiques depuis novembre 2021 (8 en personne et 7 en ligne) et qui commence à être remarquée par la communauté internationale⁴.**

La conférence *Arctic Science Ministerial 4* s'est tenue en Russie en l'absence de représentants occidentaux

La quatrième conférence *Arctic Science Ministerial* (ASM) s'est tenue en Russie les 14 et 15 avril 2023, dans le cadre de sa présidence du Conseil de l'Arctique, en l'absence de représentants de pays occidentaux. Les précédentes éditions de l'ASM avaient été organisées par les États-Unis (2016), la Finlande, l'Allemagne et la Commission européenne (2018), ainsi que par l'Islande et le Japon (2021). La Russie devait organiser l'événement conjointement avec la France, qui s'est retirée suite à l'invasion de l'Ukraine. Les deux jours de réunion, organisés par la fondation Roscongress proche de Vladimir Poutine

³ Ressources génétiques qui pourraient s'avérer particulièrement lucratives dans des zones arctiques où la biodiversité a développé des métabolismes répondant à des conditions extrêmes.

⁴ Cela fait de la France le seul pays européen observateur (ou candidat) avec une stratégie arctique à ne pas avoir présenté ou participé à un panel depuis novembre 2021 (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Estonie, Pologne, Italie, Espagne, Royaume-Uni). Les ambassadeurs français dans le pays hôte sont souvent présents parmi les participants (*Arctic Circle 2022*, avec l'organisation d'une soirée cinéma ; *Arctic Frontiers et High North Dialogue 2023*) sans prendre la parole. Les dernières apparitions à des conférences de l'ambassadeur chargé des Pôles et des Enjeux maritimes datent de l'automne 2021 (*Arctic circle 2021 et EU Arctic forum 2021*) alors que la France a depuis publié sa nouvelle stratégie polaire en mai 2022.

([Roscongress](#)), se sont tenus à Saint-Petersbourg en format réduit. Le site internet de l'événement n'a pas été mis à jour ([ASM 4](#)). Le programme du premier jour comprenait un récapitulatif de la présidence russe de l'ASM 4 ainsi qu'une cérémonie de transfert de pouvoir à la présidence norvégienne. Dans les faits, la Norvège n'a pas participé à la réunion ([High North News, 19 avril 2023](#)), arguant qu'il ne s'agit pas d'un événement du Conseil de l'Arctique. Étaient présents le ministre russe de la Science et de l'Enseignement supérieur Valery Falkov, ainsi que l'ambassadeur pour les affaires arctiques et SAO de la Russie au Conseil de l'Arctique, Nikolay Korchunov. Des discours de représentants de RAIPON (association des peuples autochtones russes), d'États non arctiques proches de la Russie (Biélorussie, Chine) et de scientifiques russes étaient prévus durant la seconde journée ([ASM 4](#)). Aucun représentant de pays occidental, ou scientifique, à l'exception du professeur Paul Berkman (dont le profil LinkedIn indique qu'il est associé à l'université MGIMO) n'était présent. La réunion ministérielle de mai se tiendra en ligne, sans aucune participation politique des pays occidentaux. La Norvège sera représentée par son SAO, Morten Høglund ([High North News, 19 avril 2023](#)).

Questions militaires, industrielles et technologiques

Vers une parcellisation sécuritaire des régions de l'Arctique ? L'exercice russe « Safe Arctic 2023 »

Les 6 et 7 avril 2023, la Russie a accueilli 39 représentants de 13 États étrangers, qui ont participé comme observateurs à un exercice intitulé « Secure Arctic 2023 » (ou « Safe Arctic 2023 » selon les traductions à partir du russe, [The Barents Observer, 11 avril 2023](#)). Les observateurs représentaient la Biélorussie, le Laos, le Swaziland, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Kazakhstan, le Mozambique, la Serbie, le Nigéria, le Kirghizistan, le Ghana, la Mongolie et la Bosnie-Herzégovine. Les exercices de sauvetage auxquels ils ont assisté étaient de différentes natures, allant de la lutte contre des incendies à un accident à bord d'un brise-glace à propulsion nucléaire stationné au port de Mourmansk ([Roscongress, 30 mars 2023](#)).

Piloté par le ministère russe « *for Civil Defence, Emergency Situations and Elimination of Consequences of Natural Disasters* », ce type d'exercices de sécurité civile était organisé précédemment avec la Finlande, la Norvège et la Suède, dans le cadre de « Barents Rescue », dont la dernière édition, annulée à cause de la guerre en Ukraine, aurait dû avoir lieu en septembre 2022. L'exercice « Secure Arctic 2023 » sort ainsi des standards de coopération en Arctique. La nationalité des pays présents étonne : ces États ne sont pas Observateurs auprès du Conseil de l'Arctique, et ne manifestent pas d'intérêt particulier pour cette aire géographique. L'idée sous-jacente de la Russie serait de mobiliser des acteurs étrangers afin de développer ses intérêts régionaux et, ainsi, faire face à sa potentielle mise au ban de la coopération entre États Arctiques ([Russia Briefing, 10 avril 2023](#)). Par ailleurs, quand bien même il ne s'agit pas d'exercices militaires, l'objectif de cette démonstration peut s'apparenter à un rassemblement des alliés russes ([Defense News, 4 avril 2023](#)).

Des coopérations sécuritaires nouvelles et étanches, entre celles se déroulant dans l'Arctique occidental et celles dans l'Arctique russe, dessinent de nouveaux espaces sécuritaires dans les régions de l'Arctique, impliquant des acteurs distincts.

Apprentissage et modernisation constante des capacités russes en Arctique

Le ministère de la Défense russe a annoncé que la base aérienne de Rogachevo, située sur l'archipel de Nouvelle-Zemble, ferait l'objet d'une modernisation. D'après le plan quinquennal présenté, les travaux prévoient l'allongement de la piste d'atterrissage longue de 2 400 mètres afin d'accueillir à l'avenir tous les types d'avions militaires et civils, y compris les bombardiers stratégiques Tu-160 et les avions de surveillance maritime Tu-142. En outre, la construction de nouveaux hangars doit faciliter l'accueil permanent d'avions de combat sur la base. La rénovation de cette base poursuit une évolution logique puisque c'est la dernière de la région à ne pas avoir été modernisée ([High North News, 24 avril 2023](#)). Autre montée en gamme capacitaire, les sous-marins de la classe lassen devraient être capables de tirer des missiles hypersoniques Zircon en 2025. Dans le cadre du Projekt 885M, le *Perm*, cinquième sous-marin de cette série et qui doit entrer en service en 2024, devrait être le premier à embarquer ces missiles hypersoniques. La Marine américaine pourrait disposer de cette capacité embarquée à bord de SNA à partir de 2028 ([Warrior Maven, 21 avril 2023](#)).

Dans le même temps, le Lieutenant General russe Andrei Demin a expliqué que la Russie comptait renforcer ses défenses frontalières en réponse à l'intégration de la Finlande dans l'OTAN. À ce titre, il développe l'idée que les compétences acquises par l'armée russe en Ukraine permettent à cette dernière de mieux faire face aux enjeux régionaux. D'ordinaire, les observateurs sont accoutumés à voir cette invasion et celle de la Crimée comme la source des changements de postures stratégiques des États frontaliers de la Russie, à l'image de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. En l'espèce au contraire, un représentant de la Fédération de Russie présente le conflit comme une source d'apprentissage pour de potentielles crises ([Arctic Today, 10 avril 2023](#)), ce qui témoigne également des effets indirects que la guerre en Ukraine a eus sur les tensions en Arctique à plusieurs titres.

Une tendance à la multiplication des exercices militaires alliés en Arctique

La Suède accueille entre le 24 avril et le 11 mai 2023 l'exercice militaire *Aurora 23* ([Swedish Armed Forces, 30 avril 2023](#)), qui est remarquable par son ampleur. Avec près de 26 000 personnels engagés issus de 14 nations différentes, dont la France et les États-Unis, il s'agit en effet du plus grand exercice interallié en Suède depuis plus de 25 ans, liant domaines terrestre, aérien et maritime.

Cet événement met en lumière la tendance à l'accroissement et à la diversification de la coopération militaire des États alliés en Arctique. Les exercices se sont notamment multipliés depuis l'annexion de la Crimée, et ceci à des échelles différentes. D'un point de vue bilatéral, les États-Unis ont approfondi leurs liens avec plusieurs États arctiques. À ce titre, on peut mentionner le *Local Defence Exercise North* qui s'est déroulé en Finlande en mars dernier mais aussi *Guerrier Nordique* (février-mars 2023), *Noble Defender* (mars 2022) et *Arctic Edge* (mars 2022) avec le Canada, ou le *Joint Pacific Multinational Readiness Center Exercise-Alaska* (mars-avril 2023) avec la Norvège.

En ce qui concerne la coopération multilatérale, des exercices militaires ont eu lieu à la fois dans le cadre de la relation régionale et dans le sillon de l'OTAN. L'*Arctic Challenge Exercise* (juin 2021) illustre cette perspective régionale puisqu'il réunit régulièrement la Norvège, la Suède et la Finlande. Pour ce qui est de la coopération sous l'égide de l'OTAN ou regroupant la plupart de ses États parties, le nombre d'exercices s'est également accru. Sans prétendre à l'exhaustivité, on peut recenser le *Trident Juncture* (octobre-novembre 2018), *Cold Response* (mars-avril 2022), *Arctic Forge* (février-mars 2023), *Joint Warrior* (mars 2023) et *Joint Viking* (mars 2023).

Trafic maritime – Sécurité maritime

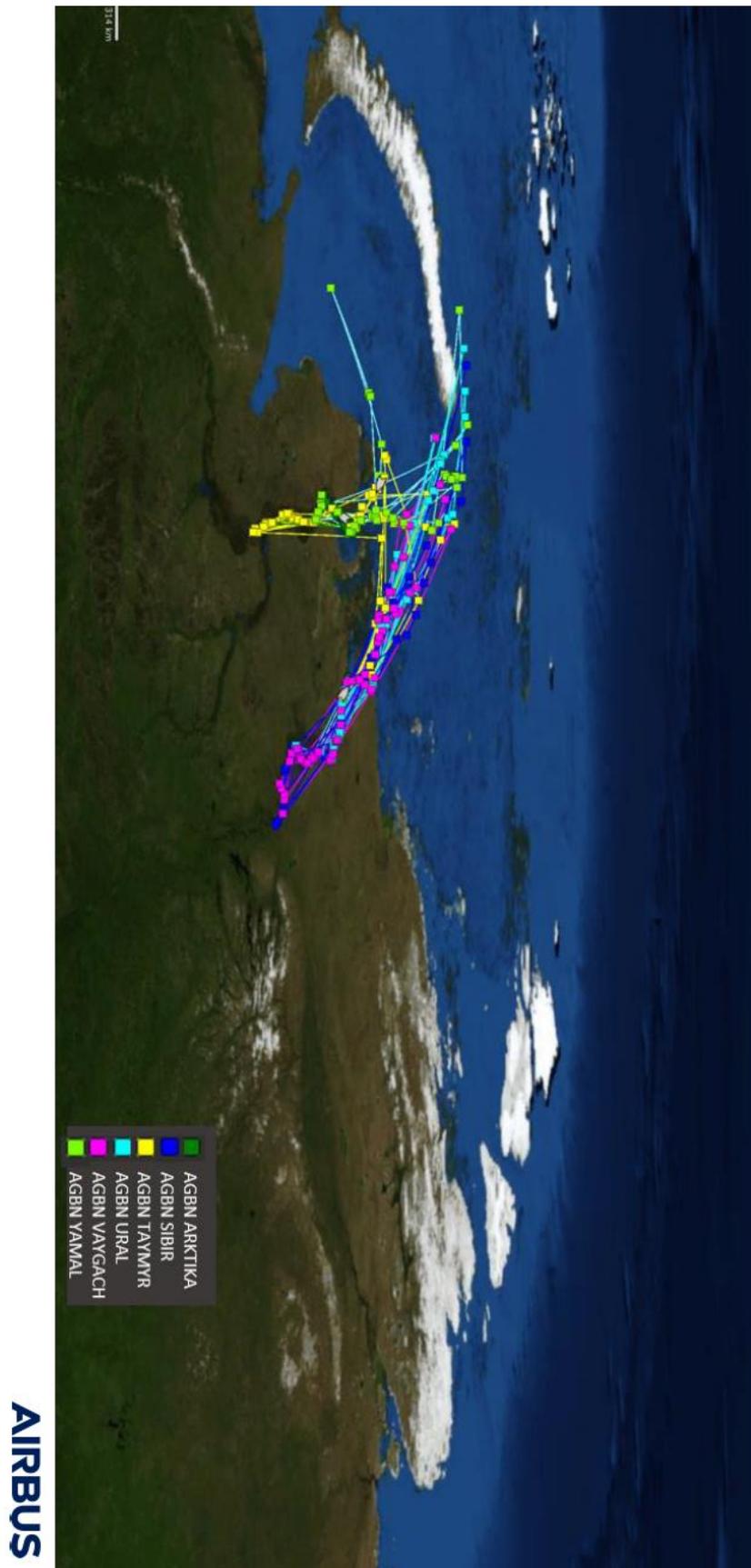
La Russie continue de publier des chiffres de plus en plus ambitieux pour le développement de la route maritime du Nord (RMN – NSR). Selon les déclarations de Vladimir Panov, représentant spécial de la société d'État Rosatom pour le développement de l'Arctique et vice-président de la commission d'État pour le développement de l'Arctique, et d'après les dernières prévisions de Rosatom ([Tass.ru, 7 avril 2023](#)), « il y aura 158 navires de classe Glace en 2030 capables de faire le transit sur la RMN. Aujourd'hui, il y a 29 navires déjà en service, 41 navires sont en cours de construction et 88 navires doivent être construits ». Ces déclarations basées sur les navires actuels qui assurent le transport de GNL, sont au nombre de 15, les autres sont des pétroliers qui assurent un trafic local. Pour 2024, la société prévoit de fournir des services à 1 747 voyages commerciaux. Ce chiffre passerait à 3 381 d'ici 2023 et à 3 895 d'ici 2035. L'atteinte de ce trafic dépendra en grande partie de la capacité du producteur de GNL Novatek à démarrer la production d'Arctic LNG2 et de l'avancement du projet pétrolier Vostok Oil de la compagnie russe Rosneft ([Highnorthnews.com, 17 avril 2023](#)). Pour cela, 6 brise-glaces supplémentaires pourraient être construits aux frais des sociétés exploitantes locales pour opérer à proximité des ports et des terminaux de la partie ouest de la RMN à l'embouchure du fleuve Ienisseï et dans le golfe d'Ob. Cela libérera les brise-glaces à propulsion nucléaire les plus puissants pour les opérations dans le secteur est de la RMN (les 2 derniers supplémentaires aux 5 déjà construits ou en achèvement seront nommés "Kamtchatka" et "Sakhaline" – [Korabel.ru, 30 mars 2023](#)). « La construction des 4 premiers brise-glaces supplémentaires est prévue avant 2030 », a déclaré Novatek. Rosatom, de son côté, explore la possibilité de faire construire des brise-glaces à propulsion classique en Chine et en Turquie ([Korabel.ru, 29 mars 2023](#)). La question des perspectives de rapprochement des efforts des sociétés Rosneft et Norilsk Nickel pour la construction de 4

brise-glaces du projet LK-40 est en cours de discussion. Ces navires pourraient être de type non nucléaire et être construits au chantier naval russe de Zvezda. En 2030, 9 brise-glaces à propulsion nucléaire seraient opérationnels (NDL : [Polar-navigaiton.com](https://polar-navigaiton.com), mars 2023).

La Direction du renseignement de la Marine obtient 4 autres navires « espion » classés glace pour les opérations sur les fonds marins. La construction des deux premiers navires de renseignement du projet 03182R, le "*Leonid Bekrenev*" et le "*Boris Bobkov*", a commencé au chantier naval de Zelenodolsk près de Kazan l'été dernier. La quille des deux navires similaires sera posée en juillet. La Russie renforce sa capacité de cartographie sous-marine et de sabotage dans un contexte d'inquiétudes croissantes des Occidentaux concernant la sécurité des infrastructures des câbles sous-marins. Officiellement, il s'agit de navires de recherche, mais naviguant pour la direction du renseignement de l'état-major principal de la Marine Russe, le but visé est la reconnaissance militaire et la cartographie océanographique des fonds marins. Chaque navire aura un déplacement de 4 000 tonnes pour une longueur d'environ 100 mètres. Les navires auront une classe glace et viendront s'ajouter à la flotte russe croissante de navires de renseignement ayant ces capacités (TheBarentsObserver.com, 25 avril 2023).

Le FSB signe une coopération en matière de sécurité maritime avec la Chine à Mourmansk. Dans le cadre du nouvel accord, les deux pays soulignent les efforts conjoints pour lutter contre le terrorisme, l'immigration illégale, la lutte contre la contrebande de drogues et d'armes, ainsi que l'arrêt de la pêche illégale (TheBarentsObserver.com, 25 avril 2023). Le chef du service des garde-frontières du FSB a expliqué que la Russie devait trouver de nouveaux partenaires car la coopération du Forum des garde-côtes de l'Arctique avec les sept autres nations de l'Arctique était interrompue.

Entre le 28 février et le 21 avril 2023 (voir carte suivante), un total de 14 méthaniers appartenant à 3 compagnies maritimes de transport de GNL (Dynagas/Sinotrans, Teekay/CLNG, MOL/CSLNG) a transporté du GNL depuis le port de Sabetta (Yamal LNG) vers les ports européens d'Espagne (Saint Ferréol, Bilbao, Huelva – 10 escales), de France (Montoir de Bretagne – Saint Nazaire – 4 escales), du Portugal (Sines – 1 escale), de Belgique (Zeebrugge – 15 escales), et des Pays-Bas (Rotterdam – 2 escales). Entre le 1^{er} janvier et le 21 avril 2023, un total de 41 navires a transité dans le golfe de l'lenisseï (30 navires marchands – 27 cargos et 3 tankers – et 9 brise-glaces à propulsion nucléaire et 2 navires de servitude Tug). En amont de la rivière lenisseï, l'activité est normalement limitée à l'escorte des cargos qui viennent du site d'exploitation de minerais de Norilsk (notamment le *Vaygach* qui est affrété par cette même entreprise), mais l'activité est surtout importante autour du port en construction de Sever Bay à proximité de Dikson, futur terminal du projet d'exportation de brut Vostok Oil. Ce volume de trafic démontre la capacité des Russes à travailler en hiver sur des sites terrestres.



Activités des brise-glaces en mer de Kara entre le 28 février et le 21 avril 2023 (@[Airbus Defense/space](#))